

À son arrivée au pouvoir il y a huit ans, l'actuel gouvernement a décidé de prendre les mesures nécessaires pour renouveler et renforcer l'économie canadienne. Plutôt que de résister aux forces du changement global, le Canada avait besoin de les harnacher à son avantage.

L'élément central de cette approche a été la détermination du gouvernement à faire du secteur privé le moteur du renouveau économique. Les politiques des pouvoirs publics créeraient un climat où l'entreprenariat serait encouragé et récompensé et où l'adaptation aux nouvelles exigences de l'économie mondiale serait facilitée.

En ouvrant davantage son économie à la concurrence et en encourageant ses entreprises à adopter des stratégies commerciales mondiales, le Canada pourrait demeurer l'une des sociétés les plus prospères qui soient.

Depuis huit ans, notre approche nous a attiré les éloges d'institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et ceux des milieux internationaux de l'investissement.

Plus récemment, l'Initiative de la prospérité a amené des milliers d'hommes et de femmes d'affaires canadiens à participer à la planification de nouvelles politiques.

Nous avons du pain sur la planche, nous avons agi et nous avons obtenu des résultats. Nous avons montré que nous sommes prêts à nous relancer en affaires. Et que nous sommes sérieux.

Bien sûr, l'effort de renouvellement du Canada préoccupe maintenant tous les Canadiens.

Il est indéniable que la dernière série de discussions sur le renouvellement de la Constitution a été longue et ardue. Elle a été source de confusion pour bien des Canadiens, et souvent pénible pour l'ensemble du Canada. Plusieurs se demandent si l'effort en valait la peine. Pourquoi ne pas laisser les choses s'arranger d'elles mêmes? Pourquoi en premier lieu se préoccuper du renouvellement constitutionnel?

La réponse est simple. Si nous voulions un Canada fort et uni, un Canada prêt à évoluer et à s'adapter aux défis du XXI^e siècle, il fallait amender la Constitution. Nous devons modifier fondamentalement la façon dont les gouvernements fédéral et provinciaux collaborent, pour nous assurer que l'équipe Canada puisse s'adapter aux exigences d'un monde toujours plus concurrentiel et interdépendant.